L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, de la Province et de la Nouvelle-Orléans.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLÉANS:
VENDREDI MATIN, 6 OCTOBRE 1837.

Discussions sur les droits de M. Marigny à la Loterie.

Dans la séance tenue hier dans la Troisième Municipalité, il n'a été question d'autre chose que de la transaction qui avait été faite, entre le Conseil et M. Marigny, relativement aux prétentions que peut avoir ce dernier sur certaine partie de la Loterie. De grands débats ont eu lieu ; M. Marigny, dans un discours des plus éloquents, a démontré d'une manière assez évidente que ses droits sont incontestables ; après avoir analysé tous les contrats de l'année 1805, M. Marigny a terminé en laissant entrevoir que ces titres sont nuls, qu'un procès en serait inévitablement le résultat ; enfin la question de prendre la résolution présentée par Mr. Kilshaw, pour rappeler celle accordant les $70,000 à Mr. Marigny, a été rejetée.

Pour le rejet de la résolution—Mrs. Bertrand, Maricot, Duvignaud.

Contre—Mrs. Kilshaw et Montamet.

M J. Kilshaw a été nommé commissaire de la cuisine d'amortissement générale en remplacement de M. Férand, qui a résigné comme alderman.

Des avances sur le Coton.

Les banques du Mississipni ont résolu de faire des avances aux planteurs de cet Etat, pour la totalité de leur récolte, et le coton doit être expédié pour être vendu par elles en Europe au comptant. Un tel programme assurément est fait pour éblouir, au premier moment, l'habitant peu réfléchi, qui croira possible d'un capital unie à la manutention des affaires ; mais, pour l'homme éclairé qui voudra raisonner sur les prétendus avantages d'un pareil contrat, il y aura plus d'une question à résoudre, avant que d'échanger sa récolte contre un crédit qui peut devenir illusoire. Toute banque en suspension est, par ce fait même, en faillite ; et dès qu'elle est en dehors des termes avoués par sa charte, ses opérations ultérieures sont alléguées, et par lois condamnables.

Nous nous abstiendrons de nous occuper des affaires de nos voisins si la résolution en question ne se rattachait au système général ; et si nous l'en n'avait, à nos yeux, comme à ceux de ne pas reconnaître ces propositions. Mais, puisque déjà plusieurs personnes ont applaudi à un projet, à leurs yeux si brillant, nous allons entrer dans quelques détails qui, s'ils ne sont pas satisfaisants pour tous, auront du moins le mérite de préparer les esprits à discuter les avantages offerts par les banques à des cultivateurs plus ou moins pressés de se défaire de leur récolte.

Les banques, non contentes d'avoir attiré à elles toutes les affaires de change, et de s'être ainsi acquis une influence formidable dans toutes les affaires d'argent ; voudraient, en s'immiçant dans les transactions mercantiles, s'attribuer encore une des branches les plus importantes du commerce ! Elles tendent en effet, au moyen d'une avance faite en papier, à concentrer dans leurs mains le commerce de commission ; et, dès lors, elles rendraient le cultivateur pour leur influence comme elles y tiennent déjà le négociant. Mais, direz-vous, le besoin ne raisonne guères, et peu importe à l'habitant quel soit son commissionnaire, pourvu qu'il obtienne les avances qu'il était accoutumé à rencontrer chez le négociant ? Or, se lier de moitié qu'il recevait d'avances sur sa récolte, on fui en offre la totalité et de très avantages ne seraient être repoussés surtout quand l'intérêt n'en est porté qu'à 7 pour cent. La première objection qui se présente, est celle de la légalité de l'opération ; et nous ne voyons guères comment une banque que la suspension met en faillite, au moins présumée, pourrait contracter sans forfaiture, pour des marchandises à commission ; quand il est constant, qu'une institution, comme un individu, ne saurait s'engager dans aucune entreprise ultérieure à sa suspension, que sa faillite n'ait été réglée. Il faudrait ensuite, pour consommer de tels marchés, recourir à une nouvelle émission de billets ; qui semblerait une flagrante infraction à la teneur des chartes. Cependant, laissant de côté l'illégalité, réelle ou non, de telles opérations ; voyons si effectivement l'habitant retirerait des avances proposées tout le bien dont qu'il en promettrait.

Les banques en suspension sont toutes présumées en faillite ; mais il paraît constant, du moins pour nombre d'entr'elles, qu'elles ont en portefeuille des valeurs bien supérieures à leurs émissions ; et, d'après ce principe, l'avance proposée pourrait être acceptée en pleine sécurité. Mais, beaucoup de ce papier de portefeuille consiste en effets des maisons de commerce dont les spéculations ont entraîné la ruine ; et abondent de ces effets encompris ceux au profit de l'habitant qui les avait reçus, sont autant de dettes dont son endos le rend solidaire ; et dans ce cas, l'avance serait presque illusoire. Mais, en quelle valeur recevrait-on cette avance ? En papier de ces mêmes banques en suspension ; et ce papier, dont la garantie n'existait en grands partie que dans une confiance maintenant anéantie, qui peut en prévoir la durée ou la chute ? Une crise monétaire, sans doute, ne saurait être plus funeste aux banques, et leur sort est-il tellement fixé que l'on en puisse assurer pour un an, pour un mois l'existence ? C'est donc une valeur idéale que ces commissionnaires imprévoyants donneraient contre une valeur effective ! Ce n'est pas tout ; le coton, pressant par leurs ennuis, serait expédié en Angleterre ou en France, pour de nombreuses traites. Mais, ces valeurs métalliques rentreront-elles dans le coffre des banques ; et seront-elles employées à retirer leur papier émis ? et, s'il est ainsi, les nouvelles émissions seront-elles privilégiées sur les émissions antérieures ? On sent, du reste, combien les habitans s'abaisseraient s'ils croyaient avoir des droits mieux assis que les détenteurs d'anciens billets ; car, ainsi que nous l'avons dit plus haut, toute opération d'une institution, comme d'une maison en suspension, si elle était permise, ne le pourrait être qu'au profit de la masse des créanciers. D'autres, mieux inspirés, ont cru devoir remettre au besoin les inconvénients résultants des résolutions des banques du Mississippi. Quant à nous, les considérant sous le rapport de l'économie politique, nous pensons que ce serait une étrange anomalie que de voir des institutions gangrenées, près de tomber vermoulues, s'emparer à la fois de tous les éléments du commerce, et paralyser les efforts de tous les négociants, de tous les courtiers. C'est un coup de partie qu'elles prétendent jouer ; mais, d'après le jeu, le terrible jeu qu'elles ont joué jusqu'ici, quel espoir restera-t-il au public de voir régulariser ce vicieux système ?

La législature seule de l'Etat peut apporter remède à tous les maux causés par les plupart des banques ; à tous les maux encore à naître, si, par une coupable connivence avec elles, on laissait subsister le système. Mais, direz-vous, le peuple ne le souffrira pas ; il se soulèvera, il se vengera. Le peuple ! Il souffre, il murmure, il se plaint, il se soulève même quelquefois ; mais il ne sait pas se venger. Il ne connaît pas la force de son bras, il ne sait pas qu'il est souverain, et qu'il peut briser ses fers. Il ne sait pas qu'il peut, par un seul mot, par un seul signe, faire trembler ses oppresseurs